

RAPPORT 1982

Société de Développement
International Desjardins



**RAPPORT
ANNUEL
82**

Société de développement International
Desjardins

RAPPORT DU PRÉSIDENT ET DU DIRECTEUR GÉNÉRAL

Les pays en développement d'Afrique, d'Amérique latine et d'Asie n'échappent pas aux soubresauts de la conjoncture économique actuelle. Leurs populations, déjà largement confrontées à des problèmes de survie et de subsistance quotidiennes, n'éprouvent peut-être pas le même niveau de morosité que les mieux nantis subitement dérangés dans leur confort. Leurs économies nationales n'en sont pas moins considérablement perturbées: accroissement dramatique de la dette extérieure, alourdissement de la facture énergétique, mise en veilleuse de la recherche d'un nouvel ordre économique international.

Pourtant, dans ces pays comme chez nous, des milliers d'hommes et de femmes continuent d'allier un entrepreneurship individuel à une conscience communautaire et, cessant de compter uniquement sur les ressources de l'État et sur les appuis extérieurs, mobilisent leur énergie et leur créativité pour se doter d'institutions et d'instruments de développement à leur mesure.

C'est à ces personnes et à ces groupes locaux que le Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins s'est prioritairement associé, au cours des douze dernières années, à travers l'action de la S.D.I.D. Lorsque cette dernière accepta, par ailleurs, de participer à des programmes nationaux de développement ou de collaborer avec des organisations à vocation plus large, ce fut toujours en vue de contribuer à faciliter et à consolider ce type de développement à la base.

Sans sous-estimer la nécessité d'une assistance financière et matérielle, la S.D.I.D. a principalement concrétisé cet engagement dans le cadre de relations personnelles et institutionnelles. Pour ce faire, la Société s'est appuyée sur une légitime accessibilité aux fonds gouvernementaux canadiens consacrés à la coopération internationale et a mobilisé, en particulier auprès du Mouvement Desjardins et d'autres partenaires coopératifs québécois, des ressources humaines pour du travail à l'étranger ou pour l'accueil et l'encadrement de stagiaires d'outre-mer.



Teintée au départ d'un empirisme et d'une spontanéité dont il ne faudrait pas par ailleurs sous-estimer la valeur, cette action est devenue de plus en plus exigeante. Elle requiert maintenant des opérations davantage diversifiées, des intervenants de mieux en mieux qualifiés et la constitution au sein de la S.D.I.D., sans en alourdir indûment l'organisation interne et les coûts de fonctionnement, d'une équipe permanente et multidisciplinaire.

À cet égard, l'année 1982 apparaît comme une étape de transition et de maturation dont le présent rapport se propose de rendre succinctement compte.

ACTIONS DE LA S.D.I.D.

Voyons tout d'abord les principales actions de la S.D.I.D. au cours de 1982. Trois faits marquants retiennent l'attention:

- la redéfinition du programme «Épargne-crédit — Afrique» avec nos interlocuteurs de Haute-Volta, du Cameroun et du Zaïre et avec

notre principal bailleur de fonds, l'Agence canadienne de développement international;

- l'intensification et la diversification du programme «Épargne et crédit — Amérique latine»;
- la poursuite du programme «Développement rural».

La redéfinition de l'association de la S.D.I.D. au développement des coopératives d'épargne et de crédit en Afrique a coïncidé avec un examen en profondeur des projets en cours et de leur encadrement tant sur le terrain qu'au niveau du siège social. Cette évaluation, à laquelle furent associés de très près les dirigeants autochtones des institutions concernées, s'inscrivait dans le cadre de préoccupations et d'interrogations exprimées depuis plusieurs années par la S.D.I.D. et plus récemment par l'ACDI à propos de la santé financière et de la structure organisationnelle des coopératives locales et de leurs fédérations ainsi que de leur impact sur le développement de leur milieu.

Cette opération, dont les approches et les méthodes ont tenu compte des particularités de chacun des projets, a mobilisé les services professionnels de six membres de l'équipe du siège social de la Société (dont trois à temps plein), de plusieurs collaborateurs africains, de quatre coopérants sur le terrain et de sept consultants prêtés par le Mouvement Desjardins.

Par ailleurs, cette opération s'est accompagnée d'une phase intensive de négociations avec l'ACDI, les engagements financiers de cette dernière étant échus au début de 1982. Les discussions tripartites C.C.P.E.D.Q. — S.D.I.D. — ACDI ont été alors l'occasion de réaffirmer avec vigueur des positions de fond relativement à la nature particulière des projets en cause, à la philosophie du développement de type coopératif et à ses particularités et exigences d'appui et d'encadrement. Elles ont également permis de mettre davantage en évidence la spécificité de la S.D.I.D. par rapport à d'autres in-

tervenants canadiens ainsi que l'appui institutionnel croissant du Mouvement Desjardins.

Tout en continuant de privilégier une action au niveau local, la S.D.I.D. a poursuivi ou amorcé en 1982 quelques actions significatives au niveau national:

- appui à l'Union des coopératives centrales d'épargne et de crédit (UC-CEC) du Zaïre;
- présence d'un conseiller auprès de la Direction des Institutions Rurales et de Crédit (D.I.R.C.) du Ministère du Développement Rural de la Haute-Volta.



Rappelons que la S.D.I.D. a collaboré depuis maintenant douze ans à la mise sur pied de 142 coopératives locales (auxquelles il faut ajouter au Cameroun 182 comptoirs villageois de collecte de l'épargne), de 5 fédérations régionales et d'une confédération nationale. Cet ensemble coopératif regroupe près de 100 000 membres dont 1 900 dirigeants élus et compte plus de 250 employés. L'épargne totale dépasse maintenant 10 millions de dollars.

En Amérique latine, la S.D.I.D. a poursuivi en 1982, avec l'appui financier de l'ACDI, et intensifié sa collaboration avec le réseau COLAC (Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito) et plus particulièrement avec FECOLAC, institution rattachée à COLAC et ayant pour mission de supporter ses fédérations nationales membres dans le développement de leurs activités éducatives.

La S.D.I.D. a ainsi été associée à la mise en place de plusieurs interventions spécifiques et complémentaires dans le domaine de la formation:

- programmes d'éducation pour les membres des coopératives affiliées au réseau COLAC;
- bourses d'études inter-fédérations latino-américaines;
- mise en place d'un centre de production de matériel didactique;
- bourses d'études (1 mois) dans le M.C.P.E.D. pour des cadres et des professionnels du réseau COLAC avec, en contrepartie, l'envoi d'experts du Mouvement pour de courtes missions (2 semaines).

Par ailleurs, une mission exploratoire de six cadres du Mouvement

Desjardins s'est déroulée en mai 1982. Complétant une mission effectuée en 1981 au Canada par seize dirigeants et cadres supérieurs du réseau COLAC, cette opération a permis de préciser les champs et les conditions d'une coopération institutionnelle soutenue et efficace.

De plus, suite à sa participation en 1981 à une étude de faisabilité, la S.D.I.D. collabore depuis juillet 1982 à l'expérimentation d'un programme d'assistance technique (SETCOLAC) que COLAC veut développer en faveur de ses fédérations membres dans les domaines de la planification financière, de l'informatique, du crédit à la

production, etc. La présente étape de validation de ce programme se déroule dans plusieurs pays d'Amérique Centrale, en Équateur et en Bolivie.

En outre, la S.D.I.D., en concertation étroite avec COLAC, a étudié des demandes de collaboration émanant des fédérations nationales de la Colombie, du Honduras et du Nicaragua. Ce nouveau volet permettra à la S.D.I.D. d'élargir son expertise ainsi que sa connaissance du milieu et de se rapprocher davantage de la base du réseau COLAC, laquelle en constitue sa principale et ultime raison d'être.

L'encadrement et le support de ces programmes ont requis les services d'une ressource à plein temps du siège social de la Société et d'une vingtaine de consultants internes et externes dont la majorité ont été prêtés par diverses instances du Mouvement Desjardins.

Rappelons que les 18 fédérations affiliées à COLAC représentent près de 2 500 coopératives d'épargne et de crédit, lesquelles regroupent au-delà de 2,3 millions de membres et des épargnes totalisant plus de 500 millions de dollars.



L'année 1982 a marqué la fin de deux importants projets de développement rural auxquels la S.D.I.D. a été associée depuis 1976:

- au Zaïre: études et vulgarisation dans le cadre d'un programme de mise en valeur et de commercialisation de la production agricole du Nord-Kivu;
- au Rwanda: études agro-économiques et vulgarisation dans le cadre d'un projet de mise en valeur de vallées marécageuses dans le Nord-Est du pays.

La S.D.I.D. a alors manifesté son intérêt et sa disponibilité relativement à sa participation à plusieurs interventions prévues dans la continuité de ces deux projets.

Par ailleurs, s'est poursuivi au Nicaragua, avec la présence d'un agronome à Managua, un appui au développement d'une coopérative de production laitière dans le sud du pays et un support-conseil auprès des autorités gouvernementales responsables du développement rural.

Ont été amorcés de plus, au cours de 1982,

trois nouveaux projets dont la réalisation devrait s'échelonner jusqu'à la fin de 1984:

- en Côte d'Ivoire:
 - supervision de la construction d'équipements socio-communautaires (notamment des écoles et des dispensaires) dans trois régions du nord du pays;
- en Haute-Volta:
 - appui au Ministère du Développement Rural pour la promotion d'un mouvement coopératif structuré et autonome dans plusieurs régions du pays;
 - appui à la mise en place de coopératives (approvisionnement, épargne et crédit) dans des quartiers de Ouagadougou et de Bobo-Dioulasso dans le cadre d'un projet de rénovation urbaine financé par la Banque Mondiale.

Toutes ces activités, à l'exception de la dernière, ont été réalisées avec l'assistance financière de l'ACDI.

Plusieurs autres projets de développement rural et/ou coopératif émanant d'Afrique (Côte d'I-

voire, Niger, Mali, Sénégal et Burundi) et d'Amérique latine (Costa-Rica et Nicaragua) ont fait l'objet d'un examen de la part de la S.D.I.D. et pourraient mener à des interventions de celle-ci d'ici la fin de 1983 ou à partir de 1984.

En plus de mobiliser huit coopérants sur le terrain et quelques consultants externes, l'ensemble de ces travaux a requis l'encadrement et l'appui de quatre ressources du siège social de la Société.

L'importance de ce volet d'intervention a été explicitement réitérée par les administrateurs de la S.D.I.D. qui ont recommandé d'en poursuivre et d'en consolider le développement, tant en fonction des engagements antérieurs et actuels que dans la perspective d'une articulation plus poussée avec les programmes de développement des coopératives d'épargne et de crédit.

ORIENTATIONS ET GESTION INTERNE

Le conseil d'administration et le comité exécutif de la S.D.I.D. se

sont respectivement réunis à cinq reprises au cours de l'année 1982.

Les négociations de la Société avec l'ACDI et l'évolution de trimestre en trimestre de sa situation financière ont plus particulièrement retenu l'attention de ses administrateurs.

De plus, ceux-ci ont consacré deux réunions à l'examen et aux orientations du programme «Épargne et crédit — Afrique» et de l'ensemble des actions de la S.D.I.D. en Amérique latine, en y associant les cadres professionnels concernés.

Le conseil d'administration a accepté avec regret la démission de quatre de ses membres au cours de 1982 et ce suite à l'accroissement de leurs responsabilités actuelles ou à l'évolution de leur carrière. Il s'agit de Messieurs Irénée Bonnier, président directeur général de la Société d'Habitation Alphonse-Desjardins, Richard Lapointe, directeur général des Pêcheurs Unis du Québec, Louis-Philippe Poulin, directeur général de la Coopérative Fédérée de Québec et Gaston



Rioux, président de la Fédération des Magasins Co-op.

Deux de ces administrateurs ont été remplacés en cours d'année par Messieurs Marc Millette, secrétaire général des Pêcheurs Unis du Québec et Paul-Émile St-Pierre, président de la Coopérative Fédérée de Québec.

Un élément important de cette année 1982 fut la mise en place et le rodage d'une équipe permanente élargie au siège social de la Société et ce dans le cadre des orientations (mission, buts généraux et structure organisationnelle) définies par le conseil d'administration au cours de l'automne 1981.

Beaucoup d'énergies ont ainsi été consacrées à la définition d'un nouveau partage de responsabilités, à la mise en commun de l'expertise, à la systématisation des procédés et instruments de gestion des projets et à la mise en place d'une banque d'information sur les ressources en développement.

Cet affermissement d'un esprit d'équipe et d'une solidarité institutionnelle se poursuivra en 1983 et vise à la fois la bonification de l'encadrement des projets, l'accroissement de l'efficacité administrative du siège social et l'amélioration de la qualité de vie au travail.

À la fin de 1982, la S.D.I.D. comptait à Lévis 17 employés soit: 13 employés réguliers dont 2 à temps partiel et 4 employés contractuels. La S.D.I.D. avait également 10 coopérateurs en Afrique et 1 coopérateur en Amérique Latine.

Des efforts ont été accomplis en 1982 pour mieux systématiser l'appui des diverses composantes du Mouvement Desjardins aux activités de la S.D.I.D. en ce qui concerne notamment la planification des demandes de prêts de ressources ainsi que leur préparation et leur encadrement en cours d'intervention et au retour.

La Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, deux de ses corporations spécialisées, une de ses institutions et huit de ses fédérations membres ainsi qu'une dizaine de caisses populaires ont au cours de 1982 fourni à la S.D.I.D. l'équivalent de 1 200 jours/personnes pour la préparation et la réalisation de travaux à l'étranger ou l'encadrement de sta-

giaires au Québec. Il faut signaler également la présence permanente en Afrique de trois coopérateurs issus du Mouvement Desjardins.

Le nombre et la qualité des ressources humaines ainsi associées aux actions de la S.D.I.D. témoignent d'un engagement croissant et de plus en plus significatif du Mouvement Desjardins dans une collaboration soutenue avec ses partenaires coopératifs des pays en développement.

De plus, ces mises en disponibilité de ressources compétentes constituent autant d'occasions d'enrichissement personnel et professionnel et contribuent au rayonnement international du Mouvement Desjardins.

HORIZONS 1985

L'équipe permanente et le réseau de ressources dont dispose la S.D.I.D. devrait lui per-

mettre de doubler, d'ici trois ans, son volume d'activités et d'en diversifier les bailleurs de fonds.

Cela suppose cependant que la S.D.I.D. intensifie ses efforts au cours de 1983 pour mieux faire connaître ses services et ses ressources, tant auprès de partenaires africains et latino-américains actuels et potentiels qu'auprès de l'ACDI et d'autres organismes de coopération internationale.

Cette promotion de la S.D.I.D. ne doit en aucune façon altérer les valeurs et les approches de développement qu'elle privilégie depuis au-delà d'une décennie et qui sont également celles des institutions dont elle émane.

La crédibilité de la S.D.I.D. repose, en effet, sur une telle fidélité ainsi que sur une gestion très rigoureuse et sur un souci constant de compétence et d'excellence.

C'est dans cet esprit que les administrateurs de la Société ont recommandé que l'année 1983 en soit encore une de consolidation, dut-on y mettre un certain prix, afin d'assurer à la S.D.I.D., à partir de 1984, une croissance durable et à la mesure de ses ressources.

En terminant, nous voudrions remercier les membres du conseil d'administration pour l'intérêt et la confiance qu'ils nous ont témoignés tout au cours de l'année. Nous remercions également notre personnel dont la constance et la détermination dans leur travail tant à Lévis que sur le terrain ont largement contribué à bonifier l'action de la S.D.I.D. en 1982.

Yvon Daneau
Yvon Daneau
Président

Michel Doray
Michel Doray
Directeur général



Rapport des vérificateurs

Aux actionnaires de
Société de développement international
Desjardins ltée

Nous avons vérifié le bilan de SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS LTÉE au 31 décembre 1982 ainsi que les états des résultats, des bénéfices non répartis et de l'évolution de la situation financière de l'exercice clos à cette date. Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté, par conséquent, les sondages et autres procédés que nous avons jugés nécessaires dans les circonstances.

À notre avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la compagnie au 31 décembre 1982 ainsi que les résultats de son exploitation et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice clos à cette date, selon les principes comptables généralement reconnus appliqués de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

MALLETTE, BENOÎT, BOULANGER, RONDEAU &
ASSOCIÉS
Comptables agréés

Québec, le 26 janvier 1983

Résultats et bénéfices non répartis exercice clos le 31 décembre

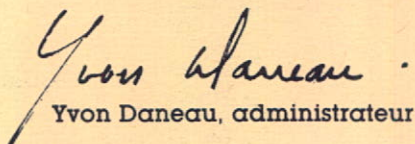
	1982	1981
Revenus des projets	3 268 008 \$	2 255 673 \$
Coût des projets	2 744 347	1 821 842
Bénéfice brut	523 661	433 831
Frais d'administration	582 662	476 037
Perte d'exploitation	(59 001)	(42 206)
Revenus de placements	51 292	115 003
	(7 709)	72 797
Poste exceptionnel (note 3)	(30 941)	—
Bénéfice (perte) avant impôts sur le revenu	(38 650)	72 797
Impôts sur le revenu Courants (recouvrés)	(8 910)	16 169
Bénéfice net (perte nette)	(29 740)	56 628
Bénéfices non répartis au début	72 307	15 679
Bénéfices non répartis à la fin	42 567 \$	72 307 \$

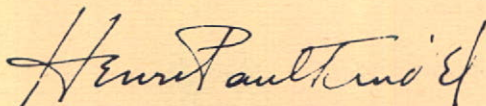
Bilan
31 décembre

	1982	1981
ACTIF		
Éléments à court terme		
Encaisse	1 636 \$	— \$
Dépôts à terme	30 000	775 000
Comptes à recevoir (note 4)	740 954	128 454
Avances — projets en cours	170 217	165 608
	<u>942 807</u>	<u>1 069 062</u>
Placements		
Société pour le développement du Mutara inc. 3 500 actions ordinaires — au coût		
	3 500	3 500
Immobilisations (note 5)	40 497	43 204
	<u>986 804 \$</u>	<u>1 115 766 \$</u>
PASSIF		
Dette à court terme		
Découvert de caisse	— \$	47 988 \$
Comptes à payer et frais courus	65 975	48 906
Impôts sur le revenu	—	16 216
Avances reçues sur projets en cours	396 888	634 735
Dû — projets en cours	227 914	42 154
	<u>690 777</u>	<u>789 999</u>
Avoir des actionnaires		
Capital-actions (note 6)	253 460	253 460
Bénéfices non répartis	42 567	72 307
	<u>296 027</u>	<u>325 767</u>
	<u>986 804 \$</u>	<u>1 115 766 \$</u>

Engagements contractuels (note 7)

POUR LE CONSEIL D'ADMINISTRATION


Yvon Dancau, administrateur


Henri-Paul TRUDEL, administrateur

Évolution de la situation financière
exercice clos le 31 décembre

	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Provenance des fonds:		
Exploitation		
Bénéfice net	— \$	56 628 \$
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds:		
Amortissement des immobilisations	—	5 620
	<u>—</u>	<u>62 248</u>
Produit de l'aliénation d'immobilisations	—	584
	<u>—</u>	<u>62 832</u>
	-----	-----
Affectation des fonds:		
Exploitation		
Perte nette	29 740	—
Éléments n'impliquant aucun mouvement de fonds:		
Amortissement des immobilisations	(8 511)	—
	<u>21 229</u>	<u>—</u>
Acquisitions d'immobilisations	5 804	40 136
	<u>27 033</u>	<u>40 136</u>
	-----	-----
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	(27 033)	22 696
Fonds de roulement au début	279 063	256 367
Fonds de roulement à la fin	<u>252 030 \$</u>	<u>279 063 \$</u>

Notes complémentaires

31 décembre 1982

1- Conventions comptables:

a) Reconnaissance des revenus —
Les revenus de projets sont comptabilisés de façon progressive.

b) Alignement monétaire —
Les avances sur les projets en cours sont converties aux taux d'origine.

c) Immobilisations et amortissement —
Les immobilisations sont comptabilisées au coût d'acquisition. L'amortissement est calculé selon la méthode et les taux suivants:

Mobilier de bureau
Méthode **Taux**
ligne droite 10%

Améliorations locatives
Méthode **Taux**
ligne droite (durée résiduelle du bail)

2- Statuts constitutifs:

La compagnie est constituée en vertu de la Loi sur les sociétés commerciales canadiennes.

3- Poste exceptionnel:

Ce poste exceptionnel de 30 941 \$ représente la partie non récupérable des dépenses encourues pour le projet «Coopérative d'épargne et de crédit de Basankusu».

4- Comptes à recevoir:

	1982	1981
Comptes à recevoir — A C D I	554 805 \$	54 087 \$
Comptes à recevoir — République de la Haute-Volta	129 150	—
Comptes à recevoir — autres	32 475	28 783
Avances aux employés	4 374	13 973
Intérêts courus sur dépôts à terme	62	31 611
Impôts sur le revenu	20 088	—
	<u>740 954 \$</u>	<u>128 454 \$</u>

5- Immobilisations:

	1982		1981	
	Coût	Amortissement accumulé	Valeur nette	Valeur nette
Mobilier de bureau	38 543 \$	13 361 \$	25 182 \$	26 168 \$
Améliorations locatives	22 025	6 710	15 315	17 036
	<u>60 568 \$</u>	<u>20 071 \$</u>	<u>40 497 \$</u>	<u>43 204 \$</u>

6- Capital-actions:

Autorisé:		
1 000 000 actions ordinaires, sans valeur nominale		
	<u>1982</u>	<u>1981</u>
Déclaré:		
506 920 actions ordinaires	<u>253 460 \$</u>	<u>253 460 \$</u>

7- Engagements contractuels:

a) La compagnie s'est engagée à louer ses locaux par un contrat de bail de cinq ans à compter du 1^{er} juin 1981. Le solde de l'engagement au 31 décembre 1982 s'établit à 115 586 \$ et les paiements minimums exigibles au cours des quatre prochains exercices sont les suivants:

1983 — 33 830 \$
1984 — 33 830 \$
1985 — 33 830 \$
1986 — 14 096 \$

b) La compagnie s'est portée garante d'une marge de crédit pour Société pour le développement du Mutara inc., jusqu'à un montant de 35 000 \$.

8- Opérations entre apparentés et dépendance économique:

La majorité des revenus proviennent, soit directement ou indirectement, de projets financés par la direction générale des programmes spéciaux de l'Agence canadienne de développement international.

Au cours de l'exercice, 92% des revenus de la compagnie provenaient de projets exécutés pour le compte de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, institution qui est actionnaire de la compagnie.

9- Chiffres comparatifs:

Certains chiffres de l'exercice 1981 ont été reclassifiés pour rendre leur présentation comparable à celle adoptée en 1982.

ÉPARGNE ET CRÉDIT AFRIQUE

La S.D.I.D. a été étroitement associée, au début de la décennie 70, au démarrage de coopératives d'épargne et de crédit au Cameroun, en Haute-Volta et au Zaïre.

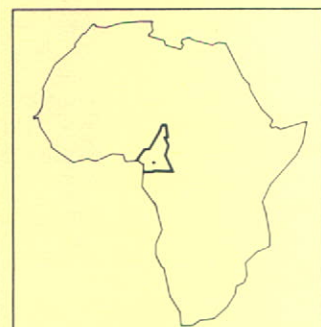
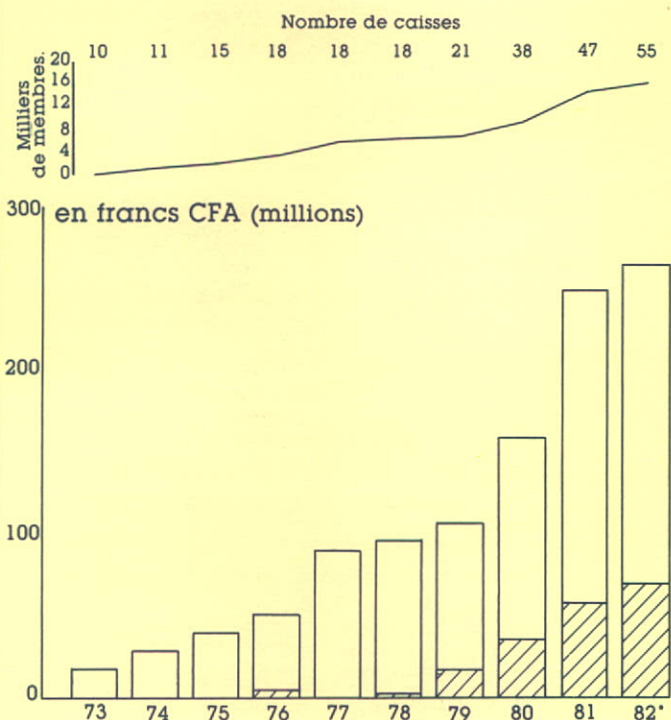
De plus, la S.D.I.D. collabore activement depuis 1980 avec deux autres réseaux de coopératives d'épargne et de crédit au Zaïre.

Ces cinq réseaux de coopératives d'épargne et de crédit se sont fédérés en unions ou coopératives centrales:

- l'Union des caisses populaires de Yaoundé;
- l'Union régionale des caisses populaires de la Bougouriba;
- les Coopératives centrales d'épargne et de crédit (COOCEC) de Bukavu, de Kinshasa et de Basankusu.

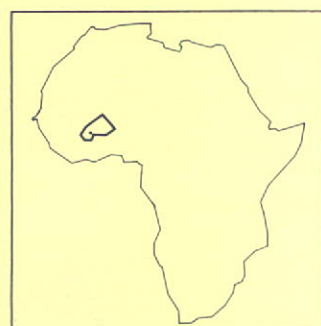
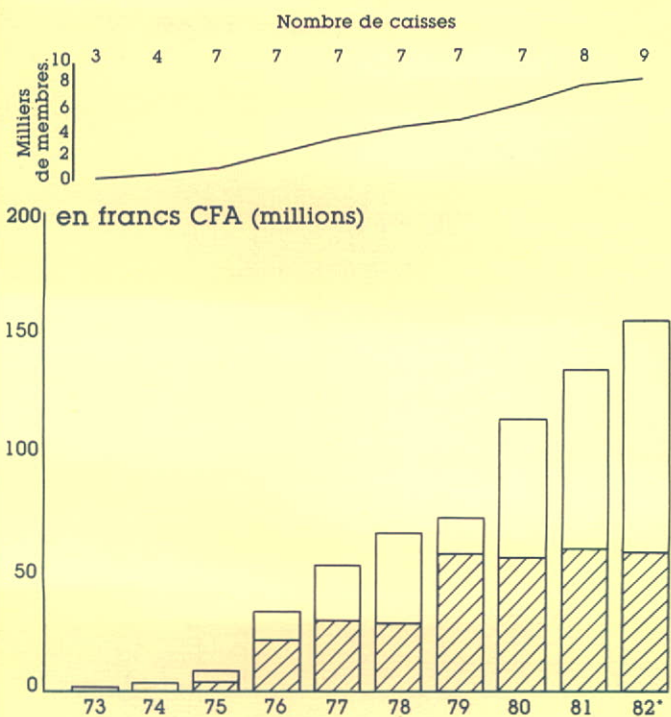
Ces trois COOCEC se sont à leur tour dotées d'une structure de concertation et de coordination: l'Union des coopératives centrales d'épargne et de crédit (UCCEC) du Zaïre.

UNION DES CAISSES POPULAIRES DE YAOUNDÉ (U.C.P.Y.) — CAMEROUN



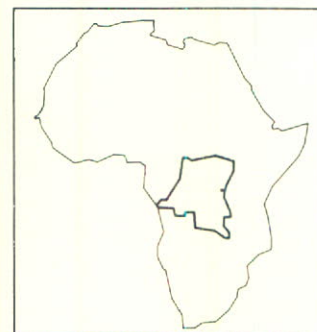
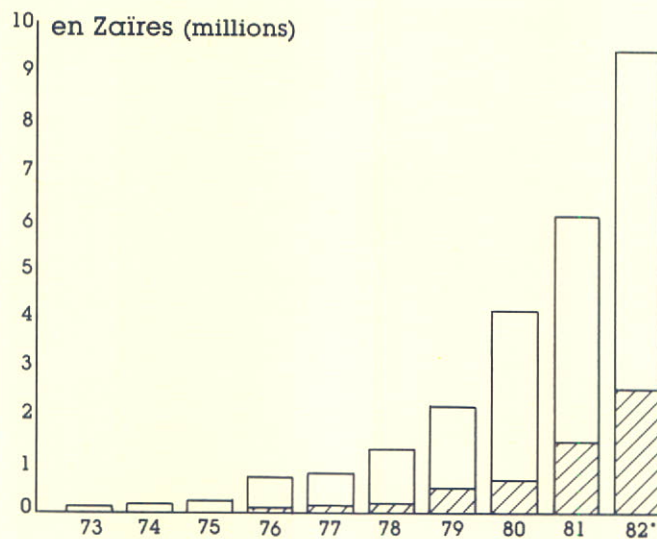
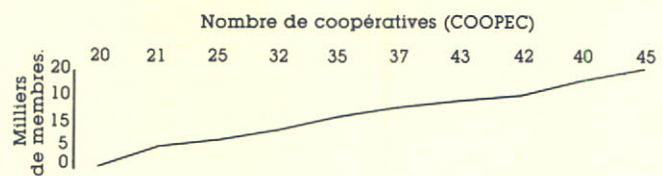
□ ÉPARGNE
▨ MONTANT PRÊTÉ
(* Au 30 juin 1982.

UNION RÉGIONALE DES CAISSES POPULAIRES DE LA BOUGOURIBA (U.R.C.P.B.) — HAUTE-VOLTA



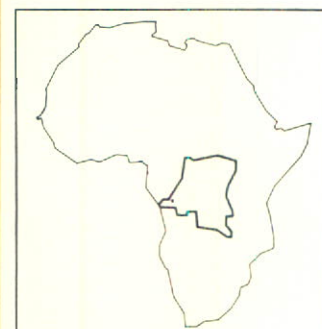
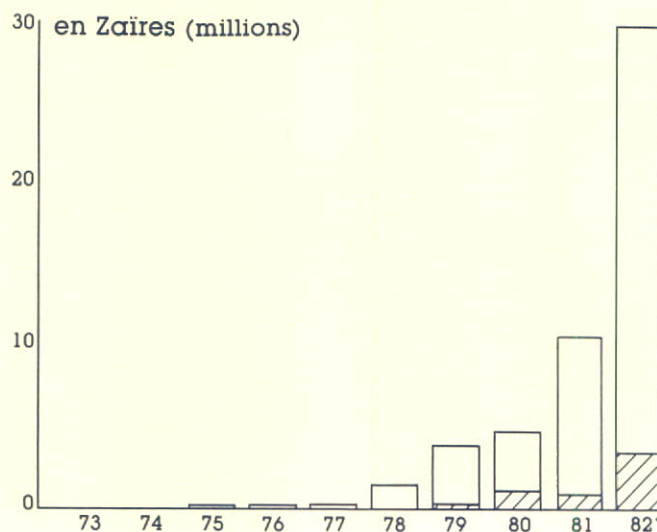
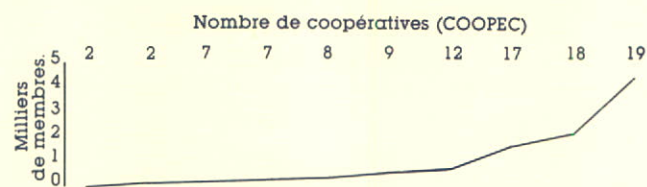
□ ÉPARGNE
▨ MONTANT PRÊTÉ
(* Au 31 octobre 1982.

COOPÉRATIVE CENTRALE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (COOPEC) DE BUKAVU (ZAÏRE)



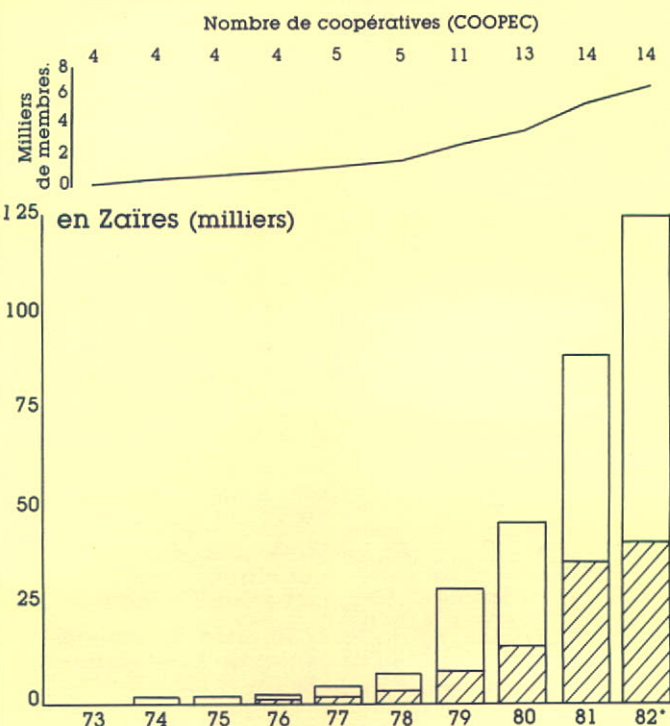
ÉPARGNE
 MONTANT PRÊTÉ
 (*) Au 30 septembre 1982.

COOPÉRATIVE CENTRALE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT (COOPEC) DE KINHASA — ZAÏRE



ÉPARGNE
 MONTANT PRÊTÉ
 (*) Au 31 août 1982.

COOPÉRATIVE CENTRALE D'ÉPARGNE ET DE CRÉDIT DE BASANKUSU (COOPEC) — ZAÏRE



STATISTIQUES GÉNÉRALES ANNÉE 1982

	ORGANISATION					BÉNÉFICIAIRES		PROGRAMME		
	STRUCTURES		RESSOURCES HUMAINES			MEMBRES	ÉPARGNE		CRÉDIT	
	Fédération nationale	Fédérations régionales	Coopératives d'épargne et de crédit	Caisse locales	Employés	Dirigeants	Monnaie nationale	Dollars canadiens	Monnaie nationale	Dollars canadiens
CAMEROUN		1	55	182	74	1 166	268 076 008 fr. CFA	940 618	71 885 921 fr. CFA	252 231
HAUTE-VOLTA		1	9		16	127	156 674 611 fr. CFA	549 735	59 824 464 fr. CFA	209 910
ZAÏRE	1	3	78		161	604	40 908 148 zaïres	8 703 861	6 535 268 zaïres	1 390 482
Total	1	5	142	182*	251	1 897		10 194 214		1 852 623

*Il s'agit de comptoirs villageois de collecte des épargnes gravitant autour des caisses populaires

**1,00 dollar canadien = 285 francs CFA (F.C.F.A.)
1,00 dollar canadien = 4,70 zaïres

SOCIÉTÉ DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL DESJARDINS

MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION*

Yvon Daneau
président
adjoint au président et
secrétaire général de la
C.C.P.E.D.Q.

Louis-Georges Gervais
vice-président
directeur général du
Conseil de la Coopération
du Québec

Clément Gauthier
administrateur, La
Sauvegarde, Compagnie
d'assurance sur la vie

Jean-Claude Hudon
président de la F.C.P.D. du
Saguenay Lac-St-Jean

René Lacoste
directeur du Service des
projets, Développement et
Paix

Marcel Laflamme
Université de Sherbrooke

Marc Millette
secrétaire général
Pêcheurs Unis du Québec

Serge Limoges
directeur général, F.C.P.D.
de l'Abitibi

Paul-Émile St-Pierre
président
La Coopérative Fédérée
de Québec

Pierre Tremblay
adjoint administratif,
division gestion de produits
et services, F.C.P.D. de
Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Henri-Paul Trudel
président, F.C.P.D. du
Centre du Québec

MEMBRES DU COMITÉ EXÉCUTIF*

Yvon Daneau
Louis-Georges Gervais

Pierre Tremblay
Henri-Paul Trudel

* Au 31 décembre, deux postes
demeuraient vacants au sein
du Conseil d'administration et
un au Comité exécutif.

LISTES DES INSTITUTIONS ACTIONNAIRES

La Confédération des
caisses populaires et
d'économie Desjardins
du Québec (C.C.P.E.D.Q.)

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Montréal et de
l'Ouest-du-Québec

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Québec

Fédération des caisses
populaires Desjardins du
centre du Québec

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Richelieu-Yamaska

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
l'Estrie

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
Lanaudière

Fédération des caisses
populaires Desjardins du
Saguenay - Lac
Saint-Jean

Fédération des caisses
populaires Desjardins du
Bas St-Laurent

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
la Péninsule et des Îles

Fédération des caisses
populaires Desjardins de
l'Abitibi

Fédération des caisses
d'économie Desjardins
du Québec

L'Assurance-Vie
Desjardins

Le Groupe Desjardins,
Assurances Générales

La Sauvegarde,
Compagnie d'assurance
sur la vie

Fiducie du Québec

Le Conseil de la
Coopération de Québec

La Coopérative Fédérée
de Québec

Pêcheurs Unis du Québec



**PERSONNEL TERRAIN
(1982)**

(A) Épargne-crédit
Afrique:

Haute-Volta

• Bobo-Dioulasso

Raymond Arsenault
délégué administratif

• Diébougou

Daniel Caouette
conseiller technique

Patricia F. Thomas
agent de recherche

• Ouagadougou

Gilles Morin
conseiller

Zaïre

• Kinshasa

Hilarion Bruneau
délégué administratif

• Bukavu

Pierre Émond
conseiller technique

(B) Développement rural
Afrique:

Zaïre (Nord-Kivu)

Roger de Winter
agronome

Soheyl Mottahedeh
technicien agricole

Rwanda (Mutara)

Jacques Bussièrès
agronome

Claude Miville
agro-économiste

Odile Comeau
agro-économiste

Côte d'Ivoire

Jean-Jacques Fontaine
coordonnateur
développement rural

Donald Bergeron
conseiller technique

Luc Boulanger
conseiller technique

Gaston Carbonneau
conseiller technique

Pierre Cardinal
conseiller technique

Jean Coady
conseiller technique

(c) Amérique latine:

Nicaragua

Mario Moreno
agronome

**PERSONNEL DU SIÈGE
SOCIAL (1982)**

Direction générale

Michel Doray
directeur général

Monique Breteau
secrétaire

Direction des projets

Paul Beaulieu
conseiller épargne-crédit

Jean-Marc Lampron
Amérique latine

Michel Choquette
Afrique de l'Ouest et du
Centre-Ouest

Jacques Durocher
développement rural
(Afrique)

Pierre Lessard
Afrique du Centre-Est

Roger de Winter
conseiller développement
rural

Carole Houde
secrétaire

Willa Richard
secrétaire

Lucille Guay
secrétaire

Annette Larivière
secrétaire

Administration

Michel Lagacé
directeur administratif et
financier

Renald Dubé
comptable

Sylvie Desjarlais
technicienne en gestion
documentaire

Sylvie Dionne
secrétaire

**Développement des
ressources humaines**

Ghislain Paradis
conseiller



RESUMEN

La S.D.I.D. ha estado asociada desde hace doce años al establecimiento, en Camerún, Alta Volta y Zaire, de 142 cooperativas de ahorro y crédito, de 5 federaciones regionales y de una confederación nacional. Este conjunto cooperativo reagrupa cerca de 100 000 miembros entre los cuales 1 900 dirigentes elegidos. El ahorro totaliza ahora más de 10 millones de dólares.

También, la S.D.I.D. se ha metido desde 1978 en un programa de colaboración, en los sectores de la formación y de la asistencia técnica, con la Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (COLAC). La acción de la S.D.I.D. se ha concentrado hasta ahora en América Central así como en Bolivia y Ecuador. Las 19 federaciones nacionales afiliadas a COLAC representan cerca de 2 500 cooperativas de ahorro y crédito, las cuales reagrupan cerca de 2,5 millones de miembros, y ahorros que suman más de 500 millones de dólares.

Por otra parte, la S.D.I.D. ha participado, en 1982, en la realización de cinco proyectos de desarrollo rural:

- en Costa de Marfil: supervisión de la construcción de equipos socio-colectivos;
- en Alta Volta: apoyo en el Ministerio de Desarrollo Rural para la promoción de las cooperativas;
- en Rwanda: estudios agro-económicos y vulgarización en el cuadro de un proyecto de acondicionamiento rural;
- en Zaire: estudios socio-económicos y vulgarización en el cuadro de un programa de revalorización y de comercialización de productos agrícolas;

• en Nicaragua: apoyo en una cooperativa de producción lechera y apoyo-consejo para las autoridades gubernamentales responsables del desarrollo rural.

La S.D.I.D. ha colaborado también, en Alta Volta, a acciones de promoción cooperativa en el cuadro de proyectos de mejora urbana financiados por el Banco Mundial.

En fin, la S.D.I.D. ha tenido ante sí, en el transcurso de 1982, muchos otros proyectos de desarrollo rural y/o cooperativo que dimanaban de África (Costa de Marfil, Mali, Nigeria, Senegal y Burundi) y de América Latina (Colombia, Costa Rica, Honduras y Nicaragua).

En todas estas acciones de desarrollo, la S.D.I.D. se asocia al establecimiento y a la autonomización de empresas e instituciones colectivas apropiadas por conducto de servicios de investigación, de animación y de consultación dirigiéndose a colectividades y organismos autóctonos decididos a encargarse de su propio desarrollo con vistas a satisfacer las necesidades de base (alimentación, alojamiento, salud, educación, etc. .) y de incrementar las rentas de los individuos y de las familias.

La S.D.I.D. ofrece también servicios de gerencia y de ejecución de proyectos, así como de acogida y de marco en Canadá de cursillistas de países en curso de desarrollo.

En el fin de 1982 la S.D.I.D. contaba, en su domicilio social de Lévis, a 17 empleados, dentro de los cuales una cuadrilla profesional multidisciplinaria de 9 personas. También, tenía 10 consejeros en África y 1 consejero en América latina. Además, la S.D.I.D. ha recurrido a los servicios de muchas decenas de consultantes ocasionales, por la mayo-

ría prestados por las diversas instituciones del Movimiento Desjardins.

La casi totalidad de los proyectos en los cuales ha obrado la S.D.I.D. ha sido apoyada financieramente por la Agencia canadiense de desarrollo internacional (ACDI).

SUMMARY

For twelve years SDID has helped to set up in Cameroon, Upper Volta and Zaire 142 local cooperatives, 5 regional federations and one national confederation. These cooperatives now group close to 100 000 members including 1 900 elected directors. At the end of 1982, savings amounted over \$10 million.

Since 1978, SDID has also been involved in a cooperative program of training and technical aid with the Confederación Latinoamericana de Cooperativas de Ahorro y Crédito (COLAC), the Latin American Confederation of Savings and Credit Cooperatives. Up to now SDID has focused its action in Central America as well as in Bolivia and Ecuador.

The 19 national federations affiliated with COLAC represent close to 2 500 savings and credit cooperatives grouping close to 2,5 million members with savings over \$500 million.

In 1982, SDID was also involved in five rural development projects:

- Ivory Coast: overseeing the construction of communal facilities;
- Upper Volta: backup support to the Department of Rural Development in the promotion of cooperatives;
- Rwanda: agro-economic research and advisory services within a rural development program;
- Zaire: socio-economic research and advisory services

within a program of utilizing and marketing agricultural products;

• Nicaragua: setting up a dairy cooperative in the south of the country and giving support to government authorities responsible for rural development.

In Upper Volta SDID also collaborated in joint promotional efforts within urban improvement projects financed by the World Bank.

And finally, over 1982 SDID studied several requests for rural and/or cooperative projects in Africa (Ivory Coast, Mali, Niger, Senegal and Burundi) and Latin America (Columbia, Costa-Rica, Honduras and Nicaragua).

SDID's involvement in development projects is to promote and to set up self-managed community enterprises and institutions. This type of development is done through research, animation and discussions with native people and groups determined to oversee their own development to satisfy their basic needs such as food, housing, health, education and the like and to increase personal and family incomes.

Besides managing and carrying out projects, SDID is also helping and forming trainees from developing countries in Canada.

At the end of 1982, SDID's head office had a staff of 17 in Lévis. This includes a professional and multidisciplinary team of 9 people. It also had 10 advisers in Africa and 1 adviser in Latin America. SDID used the services of many part-time advisers borrowed mainly from the various institutions of the Desjardins Movement.

Nearly all of the projects undertaken by SDID were financially supported by the Canadian International Development Agency (CIDA).



une institution du
mouvement des caisses
populaires et d'économie
desjardins